



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

gendarmerie et police

Question au Gouvernement n° 4366

Texte de la question

MESURES À DESTINATION DES FORCES DE L'ORDRE

M. le président. La parole est à M. Julien Dive, pour le groupe Les Républicains.

M. Julien Dive. Depuis le début du mois d'octobre, des manifestations mobilisent les forces de l'ordre mais, pour une fois, ces femmes et ces hommes ne sont pas là pour encadrer les cortèges, non. Tous sont là pour défendre leur profession et l'État de droit qu'ils incarnent. Chaque semaine l'un d'entre nous, ici, vous interpelle sur ce phénomène et vous nous dites toujours la même chose. Vous allez me répondre que des effectifs ont été supprimés dans le passé.

Plusieurs députés du groupe socialiste, écologiste et républicain. Oui ! C'est vrai !

M. Julien Dive. Vous allez me répondre que votre plan prévoit un budget supplémentaire. Vous allez me répondre que je devrais regarder les programmes des candidats à la primaire. Moi, ce que je veux entendre, c'est une vision de l'avenir et des perspectives que l'État offre à nos forces de l'ordre ! (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

M. le président. S'il vous plaît ! On écoute la question !

M. Julien Dive. Au commissariat de Saint-Quentin, on m'a récemment raconté ce fait : un jeune homme de quinze ans, arrêté pour un méfait, a giflé l'un des policiers qui le ramenait chez lui. La réponse judiciaire n'a été que le rappel à la loi. Où est le respect de l'uniforme ? À travers une personne qui n'est pas respectée, à travers un uniforme qui n'est plus respecté, c'est l'autorité de l'État qui n'est plus respectée ! Une gifle, c'est la première marche de l'escalade de la violence qui nous mène au drame de Viry-Châtillon.

Vous avez annoncé un plan gouvernemental mais, avec vos annonces et vos chiffres, vous ne faites que gérer les symptômes, et non les causes. Ces policiers et gendarmes, qui n'ont pas peur de se mettre en danger pour les autres, qui quittent leur famille le matin pour faire dix ou douze heures de travail, heureusement qu'ils ne s'arrêtent pas à 35 heures par semaine ! Chacun d'entre eux mérite le respect et la reconnaissance pour le rôle fondamental qu'il joue afin de maintenir la sécurité et l'État de droit. Ils nous viennent en aide, nous protègent : qui les aide et qui les protège ?

Concrètement, comment votre plan sera-t-il décliné – en dehors de la région parisienne – dans nos commissariats de villes moyennes, dans nos zones périurbaines et rurales ? Certaines polices municipales, il faut bien le dire, sont même mieux équipées que la police nationale ! Nous devons réformer le modèle actuel, reconnaître le travail fourni par les forces de l'ordre : leur faire confiance est une priorité.

Les manifestations continuent et vous serez interrogé chaque semaine tant que le problème persistera. Tant que nos forces de l'ordre ne pourront pas poursuivre leur mission d'intérêt général, nous continuerons !
(*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur. Monsieur le député, je vous remercie de votre question et de m'annoncer toutes celles à venir ; cela me permettra de me préparer à répéter inlassablement la même chose.

Le travail que nous faisons pour donner des moyens aux forces de l'ordre s'inscrit dans la durée, car depuis des décennies...

M. Christian Jacob. C'est pour cela qu'elles manifestent !

M. Bernard Cazeneuve, ministre. ...elles ont été laissées en déshérence. Les investissements pour la police nationale et la gendarmerie ont quant à eux diminué de 15 %. Je suis désolé de vous le dire, monsieur le député, mais si nous voulons que les forces de l'ordre puissent accomplir leur mission, il ne faut pas éradiquer leurs moyens ; il faut leur en donner.

M. Laurent Furst. Augmentez la dette !

M. Bernard Cazeneuve, ministre. C'est pourquoi, au terme de ce quinquennat, nous aurons créé 9 000 emplois et augmenté de 15 % les crédits de la police et de la gendarmerie. Si vous voulez que, dans votre département, les commissariats soient rénovés, si vous voulez que les forces de l'ordre disposent de véhicules leur permettant de pénétrer dans les quartiers les plus sensibles,...

M. Sylvain Berrios. Il faut bien reconnaître que ce n'est pas le cas !

M. Bernard Cazeneuve, ministre. ...si vous voulez qu'elles disposent de moyens de protection et d'armes modernes, il faut qu'un effort budgétaire soit fait.

M. Christian Jacob. Vous avez eu cinq ans pour cela !

M. Bernard Cazeneuve, ministre. C'est précisément ce que nous faisons pour corriger ce que vous avez fait pendant les cinq années où vous avez diminué considérablement les moyens de la police et de la gendarmerie.
(*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

Monsieur le député, je me rendrai demain au commissariat de Creil pour annoncer les travaux immobiliers qui vont y être effectués,...

M. Christian Jacob. Pour la communication, vous êtes champion !

M. Bernard Cazeneuve, ministre. ...tout comme, d'ici à la fin du mois de décembre, dans tous les commissariats de France, y compris à Provins, monsieur Jacob, à votre plus grande satisfaction j'en suis convaincu. Vous aurez plaisir à m'y accueillir...

M. Christian Jacob. Certainement pas !

M. Bernard Cazeneuve, ministre. ...et à constater que nous faisons ce que vous n'avez pas fait.
(*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

En outre, nous allons annoncer les livraisons de matériel à venir pendant les prochaines semaines et je confirmerai que nous avançons résolument pour les policiers et les gendarmes de France en matière de légitime

défense, d'anonymisation et de mise à niveau de la pénalisation des insultes aux forces de l'ordre par rapport à ce qui est en vigueur concernant les magistrats. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

Données clés

Auteur : [M. Julien Dive](#)

Circonscription : Aisne (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4366

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [16 novembre 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [16 novembre 2016](#)